



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Nouvelle-Aquitaine

**Avis de la Mission régionale d'autorité environnementale
de la région Nouvelle-Aquitaine
sur le projet d'élaboration du plan local d'urbanisme (PLU)
de la commune de Sauviat-sur-Vige (Haute-Vienne)**

n°MRAe 2020ANA18

dossier PP-2019-9161

Porteur du Plan : Commune de Sauviat-sur-Vige

Date de saisine de l'Autorité environnementale : 12 novembre 2019

Date de l'avis de l'Agence régionale de santé : 16 décembre 2019

Préambule

Il est rappelé ici que, pour tous les plans, programmes ou schémas soumis à évaluation environnementale ou à étude d'impact, une « autorité environnementale » désignée par la réglementation doit donner son avis sur la qualité de l'évaluation environnementale, ainsi que sur la prise en compte de l'environnement dans le dossier qui lui a été soumis.

En application du décret n° 2016-519 du 28 avril 2016, l'autorité environnementale est, dans le cas présent, la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) du Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD).

Conformément au règlement intérieur du CGEDD et à la décision du 16 octobre 2019 de la MRAe Nouvelle-Aquitaine, cet avis d'autorité environnementale a été rendu le 10 février 2020 par délégation de la commission collégiale de la MRAe Nouvelle-Aquitaine à Gilles PERRON.

Le délégataire cité ci-dessus atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans l'avis à donner sur le projet qui fait l'objet du présent avis.

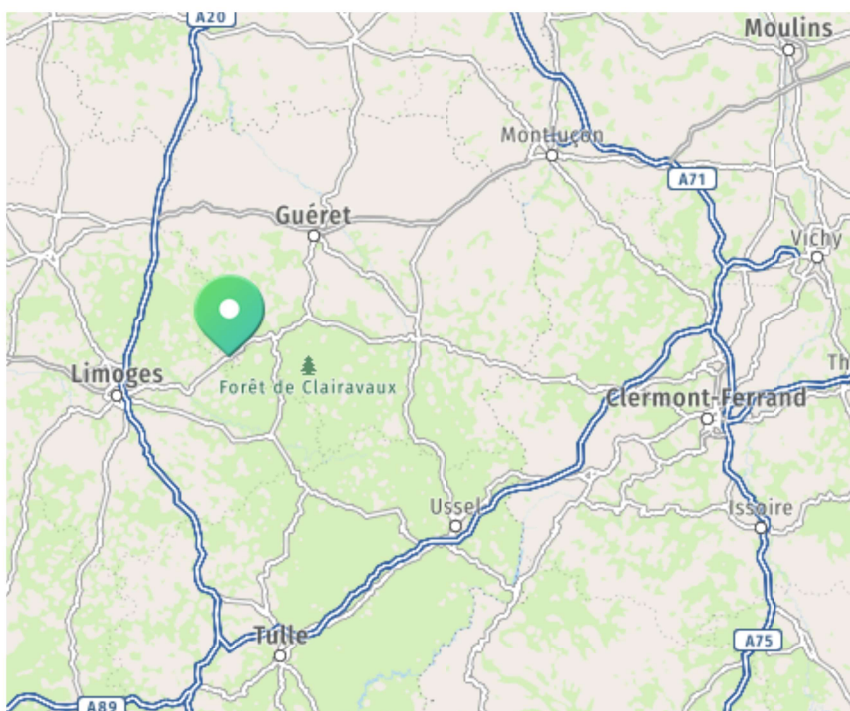
I. Contexte et objectifs généraux du projet

Le présent avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) porte sur le projet d'élaboration plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Sauviat-sur-Vige, située à 40 km à l'est de Limoges dans le département de la Haute-Vienne.

La commune fait partie de la communauté de communes de Noblat qui compte douze communes et 12 000 habitants. Elle est couverte par le schéma de cohérence territoriale (SCoT) de l'agglomération de Limoges approuvé en 2011, en révision depuis le 26 juin 2012.

La commune, actuellement soumise au règlement national d'urbanisme, a engagé le 24 février 2015, l'élaboration de son plan local d'urbanisme (PLU).

La commune comptait 949 habitants en 2017 (source INSEE) pour une superficie de 3 075 hectares. Elle envisage d'accueillir 84 habitants supplémentaires à l'horizon 2030. Selon le dossier présenté, la commune souhaite mobiliser environ cinq hectares pour la construction de 37 nouveaux logements et la réhabilitation de cinq logements vacants.



Localisation de la commune de Sauviat-sur-Vige (source : Mappy)

Le territoire communal est concerné par les sites Natura 2000 relevant de la directive "habitats" FR7401146 *Vallée du Taurion et affluents* et FR7401149 *Forêt d'Espagne*. En raison de la présence de ces sites Natura 2000, le projet de PLU de la commune de Sauviat-sur-Vige fait l'objet d'une évaluation environnementale en application des articles L. 104-1 et suivants du Code de l'urbanisme.

Cette démarche a pour but d'évaluer les incidences du plan sur l'environnement et d'envisager les mesures visant à éviter, réduire ou en dernier lieu compenser les incidences négatives. Le projet de PLU arrêté et son évaluation environnementale font l'objet du présent avis.

II. Contenu du rapport de présentation, qualité des informations qu'il contient et prise en compte de l'environnement par le projet de PLU

A. Remarques générales

Le rapport de présentation du PLU de Sauviat-sur-Vige comprend les pièces répondant aux obligations issues des articles R. 151-1 à 5 du Code de l'urbanisme. Le document contient une partie intitulée « évaluation environnementale ».

La MRAe rappelle que l'évaluation environnementale est une démarche itérative visant à améliorer la prise en compte de l'environnement tout au long du processus d'élaboration du document, à expliquer les choix faits à cet égard ainsi qu'à suivre les effets de la mise en œuvre du schéma. Elle est retranscrite, par essence, au sein de l'ensemble des parties composant le rapport de présentation et non dans une partie spécifique.

La MRAe recommande d'unifier le rapport de présentation dans un sommaire général de manière à faciliter la compréhension de la démarche d'évaluation environnementale.

Le résumé non technique est très succinct et ne reprend pas l'ensemble des éléments principaux de l'état initial de l'environnement ni du diagnostic. Des compléments sont nécessaires pour traiter de l'ensemble des éléments contenus dans le rapport. Le résumé non technique manque par ailleurs d'illustrations et de cartes dans la partie relative aux justifications du projet afin de permettre de visualiser les principaux enjeux du territoire et la manière dont le PLU les prend en compte. **La MRAe rappelle que le résumé non technique est un élément essentiel de l'évaluation environnementale, destiné en particulier à permettre au public de prendre connaissance, de manière claire et accessible, du projet et de ses effets sur l'environnement. Elle recommande d'améliorer le résumé non technique pour faciliter l'accès du public à l'information.**

Le choix des couleurs du règlement graphique ne permet pas de distinguer aisément les zones d'extension des zones de densification. De surcroît, le document ne donne aucun toponyme qui permettrait de se repérer dans l'espace. **La MRAe recommande de modifier le plan de zonage dans le sens d'une plus grande lisibilité.**

Un système d'indicateurs est proposés par thématique dans le cadre du suivi du PLU. **La MRAe recommande d'introduire un état initial des données pour garantir l'opérabilité de l'évaluation du PLU.**

B. Diagnostic et analyse de l'état initial de l'environnement

1. Démographie et logements

Le rapport de présentation indique une baisse continue de la population depuis 1982 (1205 habitants) pour atteindre 910 habitants en 2016. La variation annuelle de la population est de -0,6 %/an entre 2011 et 2016¹. Le parc de logements (635 au total en 2015), analysé en détail, est notamment composé de 44 logements vacants sur l'ensemble du territoire, soit environ 7% du parc de logements.

2. Qualité de l'eau - Assainissement

Le dossier présente le réseau hydrographique comprenant la Vige, la Bobilance, le ruisseau de la Mareille et de nombreux plans d'eau. Le rapport indique les objectifs d'état des masses d'eau². Il ne précise cependant ni l'état actuel des cours d'eau ni la situation de la commune au regard de la vulnérabilité aux pollutions. **La MRAe recommande d'indiquer l'état actuel des masses d'eau souterraines et superficielles.**

Le dossier indique que seulement 8 % des installations d'assainissement individuelles sont conformes. Il ne permet pas d'appréhender les raisons de ces dysfonctionnements ni les mesures envisagées pour les résorber³. **La MRAe estime nécessaire de réaliser cette analyse dans le cadre du projet de PLU et de définir les mesures mises en œuvre pour résorber les dysfonctionnements constatés.**

La commune dispose d'un assainissement collectif relié à une station d'épuration desservant le bourg d'une capacité nominale de 1 100 Équivalent-Habitants (EH). Le système de traitement se trouve en surcharge hydraulique⁴. Une étude diagnostic des réseaux d'assainissement du bourg de Sauviat-sur-Vige a été réalisée en septembre 2016. Un schéma directeur d'assainissement est en cours de réalisation. Toutefois le dossier ne précise pas les dispositions prises pour pallier les dysfonctionnements constatés ni la capacité résiduelle de la station d'épuration. **La MRAe recommande d'apporter de plus amples informations sur cet enjeu dont le niveau de définition apparaît nettement insuffisant.**

3. Eau potable

La commune est alimentée en eau potable par trois captages présents sur la commune et par un captage localisé sur la commune d'Auriat, au lieu-dit Lafond. Le dossier précise que des travaux importants pour localiser et réparer les fuites sur le réseau ont été entrepris par la commune sans toutefois préciser le rendement du réseau. **La MRAe recommande de caractériser la performance du réseau de distribution d'eau potable.** Le dossier indique⁵ que certains secteurs ne sont pas couverts par une défense incendie. **La MRAe recommande de préciser les dispositions envisagées pour y remédier.**

1 Rapport de présentation page 11

2 Rapport de présentation page 122

3 Évaluation environnementale page 120

4 Rapport de présentation page 136

5 Rapport de présentation pages 134-135

4. Milieux naturels et fonctionnalités écologiques

Un inventaire bibliographique de la faune et de la flore locales présente⁶ les espèces associées aux deux zones Natura 2000 de la commune de Sauviat-sur-Vige.

Le dossier présente par ailleurs la trame verte et bleue communale (figure n°2). Il identifie et caractérise les zones à dominante humide⁷ sans préciser le mode de caractérisation. **Compte tenu des évolutions réglementaires récentes dans la définition des zones humides⁸, ainsi que des enjeux que représente ce type de milieu, la MRAe estime que des investigations complémentaires visant à les caractériser et les localiser précisément sont nécessaires afin de s'assurer de leur prise en compte dans la définition des zones à urbaniser. Par ailleurs, la MRAe estime nécessaire, compte tenu de la proximité des sites Natura 2000 et des corridors écologiques, de dresser un inventaire des espèces dans les secteurs de développement urbain.**

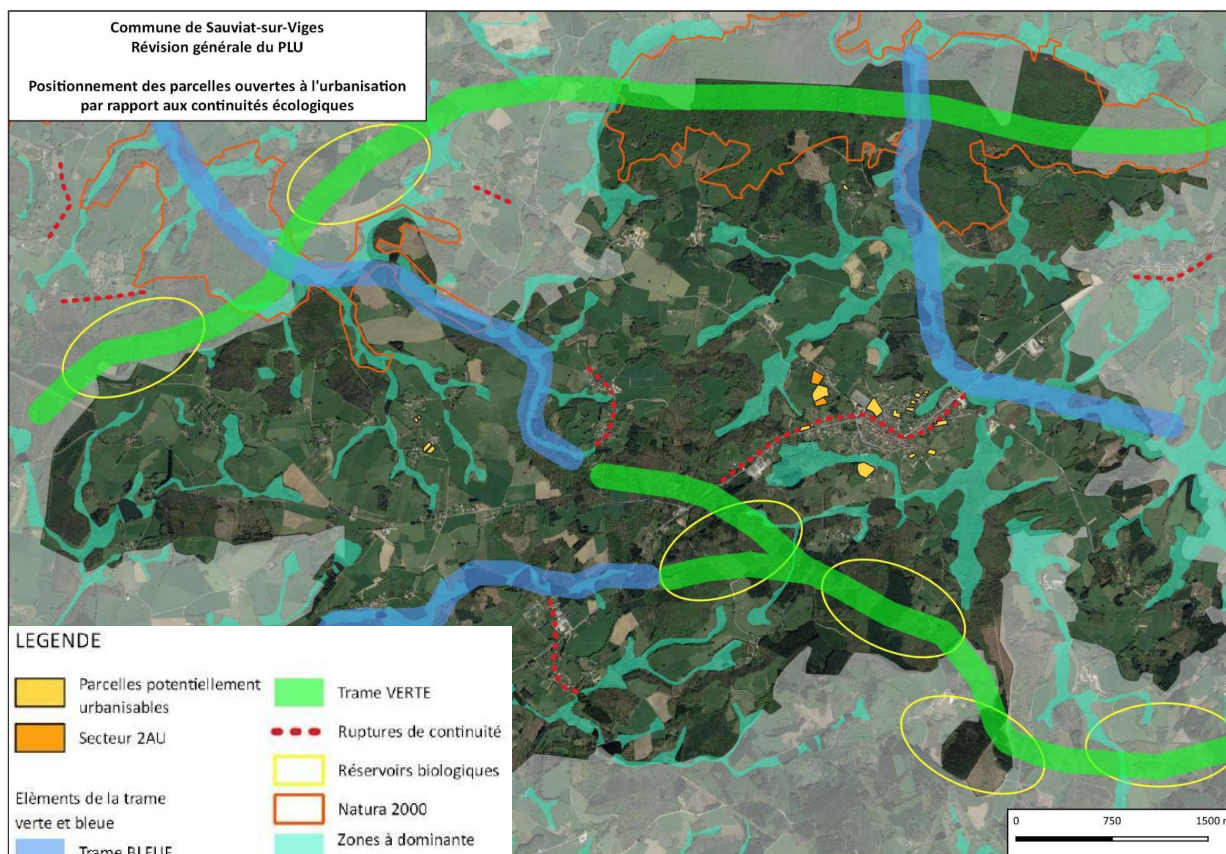


Fig. n°2 : Trame verte et bleue communale de Sauviat-sur-Vige (source : Évaluation environnementale page 76)

C. Projet communal et prise en compte de l'environnement

1. Justification du projet communal et consommation d'espaces agricoles et naturels

a) Accueil de population et construction de logements

Parmi trois hypothèses d'évolution démographique pour la période 2018-2030, la collectivité retient l'hypothèse intermédiaire d'une croissance affichée par erreur dans le dossier à +0,5 %/an⁹ soit 84 habitants supplémentaires. Cette évolution correspond à un besoin de 37 logements supplémentaires, en prenant en compte la mobilisation de cinq logements vacants.

6 Rapport de présentation 139 et suivantes

7 Rapport de présentation 126

8 La caractérisation des zones humides s'effectue dorénavant en application des dispositions de l'article L. 211-1 du code de l'environnement, modifié par la loi du 24 juillet 2019 renforçant la police de l'environnement, selon les critères pédologique ou floristique. Cet article définit notamment les zones humides comme « les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire, ou dont la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année »

9 En réalité, pour une population de 949 habitants en 2017 et 1033 (+84) habitants en 2030, la croissance annuelle est de +0,65 % soit une surévaluation d'une vingtaine d'habitants

b) Consommation d'espaces naturels et agricoles

Le dossier évoque la réalisation d'une cinquantaine de logements¹⁰, soit un nombre supérieur aux besoins estimés (37 nouveaux logements au total). Sur la base de dix logements par hectare, les besoins de foncier sont estimés par erreur à 3,7 ha, puisque les 20 logements constructibles en densification ne sont pas pris en compte dans ce calcul. L'urbanisation envisagée en extension semble donc largement surestimée par rapport aux besoins.

La MRAe recommande de mettre en cohérence le dossier et de réévaluer les surfaces en extension dans le sens d'une moindre consommation d'espace.

Six hectares ont été artificialisés en 10 ans sur le territoire. Le projet de PLU prévoit une urbanisation représentant, au total, 5 ha (zones 1AU et 2AU), soit une réduction de 17 %. La MRAe rappelle que le projet de schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) Nouvelle-Aquitaine, en cours de finalisation, prévoit une réduction de 50 % de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers par rapport à celle connue entre 2009 et 2015. Une actualisation du PLU sera donc éventuellement nécessaire dans les trois ans après approbation du SRADDET.

2. Choix des zones ouvertes à l'urbanisation

Le projet communal comprend six zones d'ouvertures à l'urbanisation 1AU à vocation principale d'habitat et deux zones d'urbanisation à long terme urbanisables après modification du PLU. Le projet de PLU envisage des extensions urbaines dans les hameaux du Peudrix et du Combeau ainsi que les quartiers sud, sud-est du bourg et du Stade (figure 3).

L'analyse des capacités de densification montre de nombreuses dents creuses non mobilisées pour la densification du bourg. La MRAe s'interroge sur ces dispositions qui ne semblent pas s'inscrire dans une démarche de maîtrise de l'étalement urbain. Elle recommande de justifier le choix de certains hameaux plutôt que d'autres présentant les mêmes caractéristiques.

La MRAe recommande de compléter le rapport par une analyse des incidences sur le phénomène de mitage des espaces agricoles du territoire. Un exposé de sites alternatifs, en explicitant les facteurs de choix, permettrait d'évaluer le degré de mise en œuvre de la démarche d'évaluation environnementale, notamment la démarche éviter, réduire et, en dernier lieu, compenser (ERC) dans la construction du projet communal.

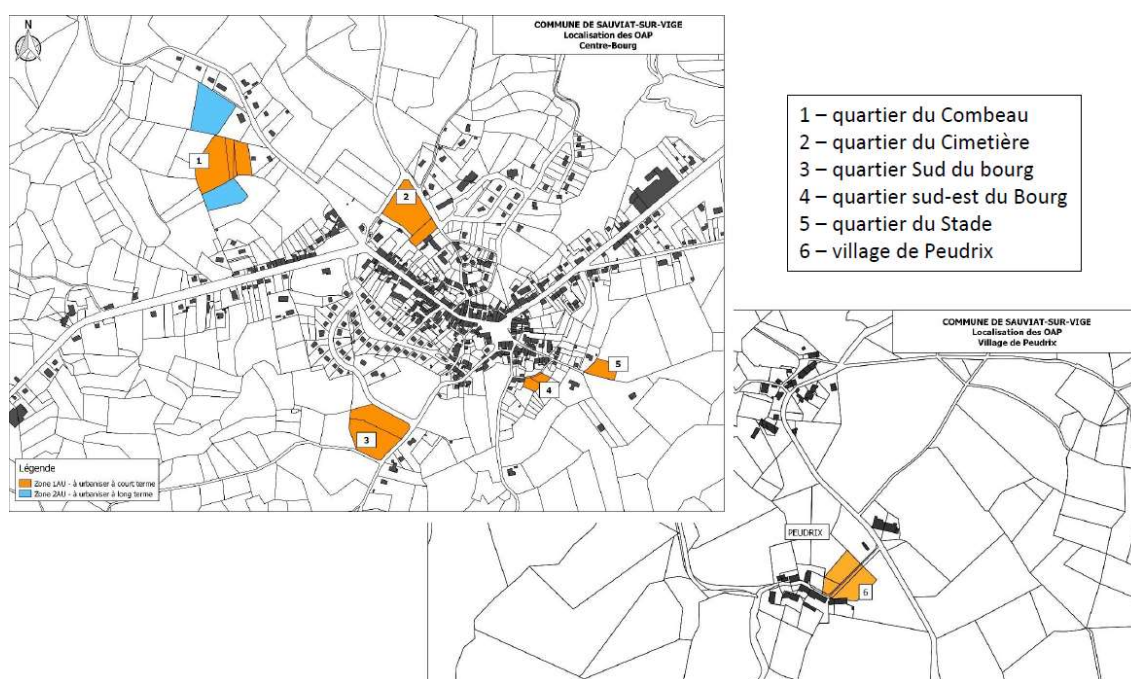


Fig. n°3 : urbanisation prévue dans le secteur du bourg et le hameau de Peudrix (source : règlement graphique)

3. Protection des milieux

Les zones naturelles « N » et agricoles « A » autorisent la construction d'annexes aux bâtiments d'habitation ainsi que la construction de locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés. La trame verte et bleue et les sites Natura 2000 ne bénéficient pas d'une protection renforcée, de type espace boisé classé ou sous-zonage permettant de les différencier par rapport aux milieux non-protégés.

10 Évaluation environnementale : 51 logements en page 71 et 49 logements en page 117

Le rapport ne permet pas d'apprécier si les zonages et autres mesures adoptées pour protéger certains secteurs naturels sont pertinents et suffisants. Par ailleurs le règlement graphique ne fait pas apparaître les cours d'eau ni les plans d'eau pour permettre de visualiser clairement les corridors aquatiques sur le territoire.

La MRAe recommande de démontrer que les milieux naturels les plus sensibles sur le territoire bénéficient d'une protection réglementaire adaptée, notamment par une superposition entre ces milieux et les mesures de protection mises en œuvre.

Le PLU a également recours à l'article L 151-23 pour la protection des linéaires de haies en milieu bocager, des alignements d'arbres et des arbres isolés. En dépit du caractère bocager de la commune, seul un linéaire très limité de haies fait l'objet d'une protection. **La MRAe recommande de compléter l'inventaire des haies afin de favoriser une meilleure prise en compte de ces habitats.**

Les mesures réglementaires mises en œuvre n'interdisent pas formellement les affouillements, ni les exhaussements de sol qui sont préjudiciables à la préservation des zones humides et des berges des cours d'eau. Les zones humides devraient bénéficier d'une protection particulière qui permettrait de les localiser sur le plan de zonage et interdirait toute construction et installation ainsi que les affouillements et les exhaussements de sol. **La MRAe estime que les incidences sur les haies, boisements, zones humides, dont la localisation est à définir plus précisément, devraient être mieux analysées.**

4. Qualité de l'eau

Le dossier indique¹¹ que la station d'épuration des eaux usées du bourg, d'une capacité de 1 100 équivalent-habitants (EH), est en mesure de traiter les effluents générés par l'implantation des nouveaux logements. Cependant, le dossier indique également une charge hydraulique de 60 % due à des arrivées d'eau claire et d'eau de pluie dans le réseau et la programmation de travaux sur le réseau collectif. Le dossier ne permet pas d'évaluer les dispositions prévues pour pallier les dysfonctionnements actuels. **La MRAe recommande de détailler la programmation des travaux envisagés.**

Par ailleurs, l'absence d'information satisfaisante sur l'assainissement autonome ne permet pas de s'assurer que l'ensemble des développements prévus notamment sur les hameaux, n'aura pas d'incidence sur l'environnement au regard de la sensibilité écologique du réseau hydrographique. **La MRAe recommande de préciser la part des habitations non raccordées au réseau collectif et d'évaluer les incidences de ces constructions sur la qualité des eaux superficielles et souterraines.**

III. Synthèse des points principaux de l'avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale

Le projet de plan local d'urbanisme de la commune de Sauviat-sur-Vige vise à encadrer le développement de son territoire à l'horizon 2030 en envisageant d'accueillir 84 habitants supplémentaires.

La MRAe estime que les hypothèses du projet conduisent à prévoir une consommation excessive de surfaces, et que les choix d'urbanisation ne prennent pas suffisamment en compte les objectifs nationaux de lutte contre l'étalement urbain et de nette réduction de l'artificialisation des sols.

Les secteurs ouverts à l'urbanisation ne sont pas assez décrits pour pouvoir évaluer de manière détaillée les incidences du projet sur l'environnement, et ainsi mener à un niveau suffisant la démarche d'évitement et de réduction des impacts. Par ailleurs que le dossier devrait fournir plus de précisions sur l'évolution du réseau d'assainissement collectif.

La MRAe considère que le projet devrait être repris dans le sens d'une moindre consommation d'espace et d'une meilleure prise en compte des enjeux environnementaux.

La MRAe fait par ailleurs d'autres observations et recommandations plus détaillées dans le corps de l'avis.

À Bordeaux le 10 février 2020

Pour la MRAe Nouvelle Aquitaine
Le membre permanent délégué



Gilles PERRON

11 Évaluation environnementale page 114